

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1926.

Projet de loi

**modifiant à nouveau l'article 18 de la loi du 18 mars 1838,
portant organisation de l'École militaire ⁽¹⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2) PAR M. GOLENVAUX.

MESSIEURS,

L'École Militaire comprend trois catégories d'étudiants : les élèves civils, les élèves militaires soldés, les élèves militaires appointés.

Le prix de la pension, exigé d'eux, était fixé par la loi organique du 18 mars 1838, en ces termes :

« Art. 18. — Les élèves fourniront en entrant un trousseau, et payeront, pendant qu'ils suivront les cours de la première partie, une pension annuelle de 800 francs. Ils seront logés, nourris et entretenus dans l'établissement.

» Les élèves sous-lieutenants cesseront de payer la pension ; ils continueront à être logés aux frais de l'État.

» Les élèves sortant de l'armée active seront considérés comme détachés à l'École Militaire et continueront à recevoir la solde et les diverses masses de leur grade. Ils sont dispensés de fournir le trousseau, lorsque leurs parents sont hors d'état de le fournir. »

Après la guerre, le renchérissement de la vie imposait la majoration de cette contribution assumée par l'État.

La loi du 8 août 1921 se borna d'abord à décréter une augmentation peu importante du taux de la pension, tout en admettant, par contre, le principe du partage égal des frais entre l'État et la famille des élèves.

Elle modifiait, en effet, le premieralinéa de la loi de 1838 en ces termes :

« Les élèves sont logés, nourris et entretenus dans l'établissement. Ils fournissent, en entrant, un trousseau et payeront, pendant qu'ils suivront les cours

(1) Projet de loi, n° 48.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée :

1° des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. Berloz, Buyt, de Burtel, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huysbrouwer, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Van Hoeck.

2° Six membres désignés par les sections : MM. Vanderelde, Elbers, De Bruyn (P.), Golenvaux, Haffet, Pirmez.

» de la première année, une pension équivalant à la moitié du taux des frais
» d'entretien qui sera déterminé annuellement par le Ministre de la Défense
» Nationale. Cette part d'intervention dans les frais de leur entretien ne pourra
» pas dépasser 1.200 francs ».

Cette législation fut rapidement remplacée par une nouvelle mesure modificatrice. La loi du 28 juillet 1922 cherche évidemment une meilleure et plus équitable répartition des charges sans cesse grandissantes. Voici les stipulations qu'elle a édictées et qui sont actuellement encore en vigueur :

« Les élèves... payeront, pendant qu'ils suivront les cours des deux premières
» années d'études, une pension qui sera déterminée annuellement par le Ministre
» de la Défense Nationale, d'après la cherté de la vie, mais qui ne pourra pas
» dépasser 1,200 francs par an, exception faite toutefois, pour les élèves mili-
» taires appointés ».

Le prix de la pension se différencie donc actuellement, suivant que les élèves sont civils ou militaires jouissant d'une simple solde d'une part, et militaires appointés d'autre part. Les premiers voient leur contribution limitée à un maximum de 1,200 francs ; les seconds doivent évidemment ristourner la totalité de leurs frais d'entretien puisque les allocations leur versées par l'État leur permettent de le faire.

En outre, la contribution est exigible non plus pour la première année mais pour les deux ans d'études.

* * *

Votre Commission a recherché quelle était, en fait, l'importance de la charge incombant aux finances de l'État dans cette répartition que les fluctuations incessantes du coût de la vie rendent de jour en jour plus onéreuse.

L'examen du budget du Ministère de la Défense Nationale et les renseignements recueillis établissent les prévisions suivantes :

La recette du chef des paiements réclamés aux élèves civils et soldés s'élève à 200,000 francs.

Les élèves appointés supportent une participation annuelle de 2,200 francs ; d'où une recette de 96,400 francs.

Le budget prévoit pour le surplus des charges assumées par l'État, du seul chef de l'entretien matériel des élèves, un supplément de 250,000 francs.

Il est à remarquer, qu'indépendamment de la pension, les élèves de toutes les catégories doivent payer leur trousseau, dont le coût est actuellement fixé à 3,000 francs provisionnellement.

Le partage de la charge totale d'entretien, entre l'État et les familles des élèves, a paru au Gouvernement ne plus se maintenir dans des limites respectivement justes. La fixation d'un maximum de 1,200 francs l'altère indubitablement.

Comme il est difficile de déterminer exactement par une formule générale, ce que l'équité impose, le présent projet de loi nous invite à laisser au Ministre de la Défense Nationale le soin de déterminer, chaque année, le montant de la pension annuelle d'après la cherté de la vie, sans désormais aucune restriction résultant de la fixation d'un taux maximum.

Nul ne dénierait qu'entre le prix de pension d'avant-guerre de 800 francs et ceux actuellement pratiqués, il n'y ait une disproportion préjudiciable aux intérêts de l'État.

* * *

La Commission s'est préoccupée du point de savoir si les élèves abandonnant

leurs études, se trouvaient déchargés de toute obligation tant au point de vue du service que du remboursement des frais de pension assumés par l'État.

Voici la réponse que nous pouvons faire à cette question :

Les élèves civils, lors de leur passage en deuxième année, sont tenus de contracter un engagement volontaire comportant huit années de service actif.

Les élèves militaires souscrivent, à la même époque, des engagements les astreignant également au service actif pendant le même temps.

Ils doivent, en cas de non-aboutissement de leurs études, parfaire les engagements contractés.

D'autre part, ils n'ont à opérer aucun remboursement du chef des frais de leurs études interrompues.

Voici d'ailleurs, pour éclaircir la question le mouvement d'entrée des élèves à l'École Militaire depuis la fin de la guerre :

En 1919	56 élèves
En 1920	104 —
En 1921	76 —
En 1922	73 —
En 1923	70 —
En 1924	50 —
En 1925	69 —

Parmi eux sont devenus officiers :

En 1921	50 élèves
En 1922	87 —
En 1923	71 —
En 1924	70 —
En 1925	73 —

Le nombre total des élèves qui ont quitté l'établissement avant la fin de leurs études a été de 29. Un seul a échoué à l'examen de sortie.

. * .

On s'est demandé si la surélévation du prix d'entretien n'est pas de nature à empêcher des étudiants peu fortunés d'entreprendre la carrière militaire.

On a même soulevé au cours des travaux de la Commission la question de savoir s'il n'importait pas de mettre entièrement au passif de l'État le prix total de la pension.

La Commission ne s'est pas ralliée à cette manière de voir. La charge de l'organisation de l'école et celle des études, qu'assume l'État, à lui tout seul — en dehors de sa participation aux frais de ménage dont il s'agit ici — est excessivement lourde et ne doit pas être aggravée.

Il suffit de consulter le budget du Ministère de la Défense nationale pour constater que ces dépenses s'élèvent pour le personnel de l'école militaire (administration et corps enseignant) à 1,164,000 francs (art. 16). Celles de chauffage, éclairage, entretien du mobilier et des bâtiments, achat de livres et matériel didactique à 305,600 francs.

En outre, le chapitre des dépenses exceptionnelles, en son article 52, prévoit une dépense supplémentaire de 311,400 francs pour la partie mobile des traitements et salaires.

Si nous considérons que, parmi le personnel, 15 officiers de l'état-major de l'école, 11 professeurs militaires, 25 répétiteurs, 5 maîtres et 10 chargés de cours jouissent, outre leurs allocations spéciales, de la totalité de leur traitement militaire, imputée sur d'autres postes du budget, nous devons reconnaître que la participation des élèves en comparaison de celle de l'Etat qui leur fournit l'instruction supérieure et les rend aptes à embrasser une carrière distinguée, est en somme très minime.

* * *

Les familles peu aisées sur lesquelles pèserait trop lourdement le faix de la pension ont d'ailleurs possibilité de recevoir une aide efficace.

D'abord la loi organique en son article 19 prévoit l'octroi de bourses d'études. Voici son texte :

- « Il y aura douze bourses gratuites, divisibles en demi-bourses et dont la collation appartiendra au Roi ; elles peuvent être accordées :
- » 1° aux militaires qui, après deux ans de service au moins auront subi les examens d'admission ;
 - » 2° aux fils de fonctionnaires et d'employés militaires ainsi que d'autres personnes qui ont rendu des services à l'Etat ;
 - » 3° aux jeunes gens ayant subi leurs examens d'une manière très distinguée.
- » Pour les uns et les autres, il devra être constaté que les parents sont hors d'état de payer la pension. »

Indépendamment des bourses allouées par le Gouvernement, il existe aussi des bourses dites *de fondation* dont les jeunes gens admis à l'Ecole Militaire peuvent bénéficier dans certains cas déterminés.

Enfin il importe de remarquer que l'institution des Fonds des Mieux Doués peut apporter un concours supplémentaire aux solliciteurs non bénéficiaires d'une des bourses dont nous venons de parler.

Une Circulaire Ministérielle du 2 décembre 1922 stipule : « L'Ecole Militaire » n'étant pas comprise parmi les établissements dont les élèves sont admis à recevoir des prêts d'études de la Fondation Universitaire, la demande d'un élève de » cette école peut être, éventuellement, accueillie par le Fonds des Mieux Doués. »

. . .

Pour toutes ces raisons, inspirées par un souci d'équité et de bonne administration, votre Commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi tel qu'il est présenté par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MAART 1926.

Wetsontwerp

**tot nieuwe wijziging van artikel 18 der wet van 18 Maart 1838,
houdende inrichting der Militaire School (1).**

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

De Militaire School heeft drie categorieën van studenten : de burgerlijke leerlingen, de militaire leerlingen met soldij, de bezoldigde militaire leerlingen.

De prijs van het kostgeld was door de organieke wet van 18 Maart 1838 vastgesteld als volgt :

« Bij hunne intrede hoeven de leerlingen een toerusting in te brengen en, terwijl zij de leergangen van het eerste studiegedeelte volgen, betalen zij een jaarlijksch kostgeld van 800 frank; zij genieten in de school kost, inwoning en onderhoud.

» De leerlingen-onderluitenants betalen geen kostgeld meer; zij worden voorts op 's Rijks kosten gehuisvest.

» De leerlingen die uit het actieve leger komen, worden beschouwd als zijnde gedetacheerd naar de Militaire School en blijven de soldij en de verschillende fondsen van hunnen graad genieten. Zij worden ontslagen van den inbreng der toerusting wanneer hunne ouders niet in staat zijn ze te bekostigen. »

Wegens de levensduurte moest, na den oorlog, het bedrag van dit aandeel, door den Staat op zich genomen, worden verhoogd.

Bij de wet van 8 Augustus 1921, werd alleen eene weinig aanzienlijke verhooging bepaald van het bedrag van het kostgeld, terwijl, anderzijds, het beginsel werd aangenomen, dat de kosten op gelijke wijze tusschen den Staat en de familie der leerlingen zouden worden verdeeld.

Inderdaad, het 1^e lid der wet van 1838 werd toen gewijzigd als volgt :

« De leerlingen genieten in de school kost, inwoning en onderhoud. Bij hunne intrede hoeven zij een toerusting in te brengen en, terwijl zij de leergangen van

(1) Wetsontwerp, n° 48.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

1^o de leden der Commissie voor Landsverdediging : De heeren Berloz, Buyt, de Burllet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huysshauwer, Mausart, Marck, Mathieu, Missiaen, Pieron, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Van Hoeck.

2^o Zes leden door de Afdeelingen benoemd : De heeren Vandevelde, Elbers, De Bruyn (P.), Golenvaux, Hallet, Pirmez.

het eerste jaar volgen, betalen zij een kostgeld van gelijk bedrag als de helft van het bedrag der onderhoudskosten, dat ieder jaar wordt bepaald door den Minister van Landsverdediging. Deze bijdrage der leerlingen in de kosten van hun onderhoud mag niet 1,200 frank overschrijden ».

Deze wetsbepaling werd na korten tijd door eene nieuwe vervangen. Immers de wet van 28 Juli 1922 streeft klaarblijkend naar eene betere en meer billijke verdeling der immer stijgende lasten. De bepaling door deze laatste wet bekrachtigd en die thans nog in voege is, luidt als volgt :

« De leerlingen..., terwijl zij de leergangen der eerste twee studie jaren volgen, betalen een kostgeld dat ieder jaar door den Minister van Landsverdediging vastgesteld wordt, volgens den levensstandaard, en niet 1,200 frank per jaar mag overschrijden, behalve echter voor de bezoldigde militaire leerlingen ».

De prijs van het kostgeld verschilt dus, heden ten dage, naar gelang de leerlingen zijn, eenerzijds, burgerlijke of militaire leerlingen met eenvoudige soldij, en, anderzijds, bezoldigde militaire leerlingen. Voor de eersten is het jaargeld beperkt op een maximum van 1,200 frank; de tweeden moeten natuurlijk de totale som hunner onderhoudskosten terugbetalen, vermits dit hun mogelijk wordt gemaakt wegens de tegemoetkomingen welke de Staat hun verleent.

Bovendien is het jaargeld eischbaar niet enkel meer voor het eerste studiejaar, maar ook voor het tweede.

Uwe Commissie heeft onderzocht hoe zwaar feitelijk de last is die op de Staatsfinanciën drukt in deze verdeling, welke de voortdurende schommelingen van de levensduurte elken dag drukkender maken.

Het onderzoek van de begrooting van het Ministerie van Landsverdediging en de ingewonnen inlichtingen geven ons de volgende ramingen :

De ontvangst uit hoofde van de betalingen geëischt van de civiele en de soldij-trekkende leerlingen bedraagt 200,000 frank.

De bezoldigde leerlingen betalen eene jaarlijksche som van 2,200 frank; van daar eene ontvangst van 96,400 frank.

De begrooting voorziet voor de verdere lasten door den Staat op zich genomen, alleen uit hoofde van het stoffelijk onderhoud der leerlingen, een bijslag van 250,000 frank.

Daarbij dient opgemerkt dat, buiten het kostgeld, de leerlingen van alle categorieën hun uitzet moeten betalen, waarvan de prijs thans provisionneel bepaald is op 3,000 frank.

De Regeering heeft geoordeeld dat de verdeling van de lasten tusschen den Staat en de familiën der leerlingen niet meer binnen voor elke partij juiste grenzen kon behouden worden. De vaststelling van een maximum van 1,200 frank maakt die verdeling volkomen valsch.

Daar het moeilijk is door eene algemeene formule te bepalen wat de billijkheid oplegt, wordt ons in dit wetsontwerp gevraagd aan den Minister van Landsverdediging de zorg over te laten elk jaar het bedrag vast te stellen van het jaarlijksch kostgeld volgens de levensduurte, zonder voortaan eenige beperking die zou voortvloeien uit de vaststelling van een maximum bedrag.

Niemand zal ontkennen dat er tusschen het kostgeld van 800 frank van vóór den oorlog en dit welk thans wordt gevraagd, eene ongelijkheid bestaat die al te nadeelig is voor de belangen van den Staat.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd om te weten of de leerlingen, die

hunne studiën laten steken, van alle verplichtingen ontslagen waren wat betreft den dienst en wat betreft de terugbetaling van het kostgeld dat door den Staat is betaald geworden.

Wij kunnen daarop het volgende antwoorden :

Wanneer de civiele leerlingen overgaan in het tweede jaar, moeten zij eene vrijwillige verbintenis aangaan van acht jaar actieven dienst.

De militaire leerlingen moeten, in hetzelfde jaar, eveneens de verbintenis aangaan, actieven dienst te doen gedurende hetzelfde getal jaren.

Slagen zij niet in hunne studiën, moeten zij toch de aangegane verbintenis volbrengen.

Anderzijds, moeten zij niets terugbetalen van de kosten wegens hunne onderbroken studiën.

Om de zaak duidelijker te maken, geven wij hierbij het getal leerlingen van de Militaire school sedert het einde van den oorlog :

In 1919	.	.	.	.	56 leerlingen.
In 1920	.	.	.	.	104 —
In 1921	.	.	.	.	76 —
In 1922	.	.	.	.	75 —
In 1923	.	.	.	.	70 —
In 1924	.	.	.	.	50 —
In 1925	.	.	.	.	69 —

Daarvan zijn officier geworden :

In 1921	.	.	.	.	50 leerlingen.
In 1922	.	.	.	.	87 —
In 1923	.	.	.	.	71 —
In 1924	.	.	.	.	70 —
In 1925	.	.	.	.	73 —

29 leerlingen hebben het gesticht verlaten vóór het voltooien van hunne studiën. Een enkele is niet geslaagd voor het eindexamen.

* *

Men heeft zich afgevraagd of de verhooging van den onderhoudsprijs de weinig bemiddelde leerlingen niet zal beletten de militaire loopbaan te kiezen.

Men heeft zelfs, bij de bespreking in de Commissie, de vraag opgeworpen of men het kostgeld niet heelmaal ten laste van den Staat zou moeten leggen.

De Commissie heeft zich bij deze zienswijze niet aangesloten. De last van de inrichting der school en deze van de studiën, die de Staat alleen draagt, buiten zijn deel in de onderhoudskosten waarover wij hier handelen, is zeer zwaar en moet niet verzwaaard worden.

Men heeft de begroting van het Ministerie van Landsverdediging maar even na te slaan, om vast te stellen dat deze uitgaven van het personeel van de Militaire School (bestuur en onderwijzend personeel) 1,164,000 frank bedraagt (art. 16). De kosten van verwarming, verlichting, onderhoud van de meubels en van de gebouwen, aankoop van boeken en didactisch materieel bedragen 305,600 frank.

Bovendien, voorziet het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven, in artikel 52, eene bijkomende uitgave van 311,400 frank voor het veranderlijk gedeelte der jaarwedden en loonen.

Zoo wij in aanmerking nemen dat onder het personeel, 15 officieren van den generalen staf der school, 11 militaire professoren, 25 repetitoren, 5 meesters en

10 lesgevers, buiten de bijzondere hun toegekende uitkeeringen, hun geheele militaire bezoldiging ontvangen, uitgetrokken op andere posten der begrooting, dan moeten wij erkennen dat het aandeel der leerlingen vergeleken bij dat van den Staat die hun hooger onderwijs verschaft en hun de bevoegdheid geeft om eene eervolle loopbaan aan te vatten, ten slotte zeer gering is.

* . *

De minder welstellende familiën, op welke de last van het pensioen te zwaar zou drukken, kunnen ten andere op doeltreffende wijze geholpen worden.

Ten eerste heeft de organieke wet bij artikel 19, de toekenning van studie-beurzen voorzien. Ziehier de tekst :

« Er bestaan twaalf kosteloze beurzen die in halve beurzen mogen verdeeld worden en die door den Koning verleend worden : zij mogen toegekend worden :

1° Aan de militairen die na twee jaar dienst ten minste de toelatingsexamens afgelegd hebben ;

2° Aan de zonen van militaire ambtenaren en beambten, alsook aan andere personen die den Staat diensten bewezen hebben ;

3° Aan de jongelieden die met veel onderscheiding hunne examens afgelegd hebben.

Voor de eenen en anderen moet vastgesteld worden dat de ouders het pension niet kunnen bekostigen ».

Afgezien van de door de Regeering toegekende beurzen, bestaan er ook beurzen, die men *stichtingsbeurzen* heet ; de jongelieden die tot de Militaire School toegelaten zijn hebben in zekere bepaalde gevallen recht op deze beurzen.

Ten slotte, moet opgemerkt worden dat de instelling van het Fonds der Meestbegaafden eene toegevoegde hulpbron kan uitmaken voor de aanvragers die geen der bovengenoemde beurzen genieten.

Een ministerieele omzendbrief van 2 December 1922 bepaalt het volgende :
« Daar de Militaire School niet begrepen is onder de instellingen aan wier leerlingen het toegelaten is studieleeningen van de Universitaire Stichting te ontvangen, mag de aanvraag van een leerling dezer school eventueel door het Fonds der Meestbegaafden aangenomen worden. »

* . *

Om deze redenen, die ingegeven werden door hare bezorgdheid om billijk te zijn en een goed beheer te verzekeren, stelt uwe Commissie U eensgezind voor het ontwerp, zooals het door de Regeering ingediend is, goed te keuren.

De Verslaggever,

FERNAND GOLENVAUX.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ,

